



Écologie & Solidarité

Périodique des éluEs du groupe Ecologie et Solidarité de la Ville de Grenoble

N°13 - Février 2013

A LA UNE

C'EST DÉJÀ DEMAIN

Il n'aura échappé à personne que la ville a lancé ces dernières semaines plusieurs campagnes de communication qui s'apparentent beaucoup à de la propagande. Pour la majorité, 2014, c'est déjà demain.

Pour notre part, nous continuerons à remplir notre mission jusqu'au bout, et nous saisissons l'occasion de jeter un œil par-dessus notre épaule. Nous pensons que nous pouvons être fiers du chemin parcouru et du travail que nous avons accompli. Nous avons assumé notre fonction démocratique. Nous avons rendu publiques des décisions prises. Nous avons tenu notre rôle d'opposition en faisant part de nos différences d'approches et de nos critiques sur les dossiers les plus sensibles.

Gabegie d'argent public pour la candidature aux JO, puis dans le stade des Alpes et bientôt Lesdiguières (Grenoble a-t-elle les moyens de s'offrir deux stades ?). Hausse violente des impôts locaux et millions d'euros dépensés pour une politique économique dont la ville n'a pas la compétence. Développement d'une vidéosurveillance inefficace au mépris des recommandations de la Cour des Comptes, services publics locaux aux prix trop élevés et mal contrôlés, démocratie locale en berne...

Nous avons eu à exercer notre devoir d'opposition sur tous ces dossiers. De ce fait, la majorité tente de faire croire que nous sommes des élu-es ne proposant rien, toujours critiques...

Pourtant, nous avons été constructifs en proposant de nombreux amendements pour infléchir les politiques. C'est pour cela que nous avons décidé par cette lettre d'opposer à certaines orientations de la majorité des priorités et propositions que nous aurions aimées voir mettre en œuvre.



De gauche à droite :
Gwendoline Delbos-Corfield, Maryvonne Boileau, Hakim Sabri, Marina Girod de l'Ain, Olivier Bertrand et Gilles Kuntz.

Finances et gestion de la ville

Grenoble est une des villes de France de sa taille où l'impôt local est le plus fort. C'est vrai pour la taxe d'habitation, mais surtout pour la taxe foncière où nous sommes en seconde position presque à égalité avec Amiens. Or cette taxe payée par les propriétaires quels que soient leurs revenus l'est aussi par les bailleurs sociaux et compte dans les charges qui fixent le loyer. Comme le disait récemment le premier adjoint J. Safar, l'impôt à Grenoble est aujourd'hui « difficilement soutenable ».

Comment en est-on arrivé là ? Après une mise à mal de l'emploi municipal sous le maire corrompu A. Carignon, il a fallu décider d'une hausse modérée des impôts au début du premier mandat Destot, mais depuis 98 et suite à notre action, les taux des impôts n'avaient pas changé à Grenoble. Dès notre refus de participer à une majorité droite-gauche en 2008, le maire en a profité pour augmenter les taux de 9% reniant son engagement électoral pris quelques mois avant... Cette hausse qui a rapporté chaque année de l'ordre de 10 millions d'euros est à rapprocher du niveau de l'épargne nette de la ville que nous maintenions autour du million d'euros, mais qui a dépassé la dizaine de millions d'euros ces dernières années. Il était donc possible de gérer la ville sans cette hausse d'impôts en maintenant un haut niveau de services publics et des investissements générateurs d'emplois locaux, alors que ceux qui sont accordés aux nouvelles technologies ne sont ni un élément déclencheur vues les sommes en jeu, ni rentables en emplois locaux directs.

Des économies substantielles en fonctionnement de la ville sont aussi possibles en réceptions, comme en communication qui devient de plus en plus de la propagande municipale.

D'autres choix étaient possibles et proposés

A chaque vote du budget nous avons présenté des amendements équilibrés allant dans ce sens : aucun n'a été repris par cette majorité. Nous proposons donc de baisser le taux des impôts en faisant des économies sur le train de vie de la commune (ce qui comprend le million d'euros d'indemnités des élus que nous ramènerons au niveau d'avant 2008, soit une baisse de 20%). Par contre, nous augmenterons l'aide de la ville au CCAS et aux associations travaillant pour la solidarité et la lutte contre l'exclusion.

Concernant les investissements, nous proposons avec la Métro de renforcer les programmes d'amélioration thermique de l'habitat et aussi développer la construction de logements sociaux qui font encore défaut pour permettre d'en finir avec les années d'attente. Pour améliorer le cadre de vie, un grand programme de petits travaux qui ne s'inaugurent pas, mais contribuent à la qualité de la vie, doit aussi être relancé.

Cette ville a de nombreux atouts. Sachons nous en servir avec son personnel municipal pour remettre ses habitants au centre des décisions à prendre. Le changement est à notre portée !

Deux grands stades... et rien d'autres !?

Rappelez-vous notre engagement avec beaucoup d'autres, contre le grand stade « trop grand, trop cher et mal placé ». Aujourd'hui, nous constatons que le stade des Alpes est vide et qu'il coûte très cher à la Métro.

Mais manifestement ce naufrage sportif et financier n'inquiète pas le Maire. Il a déclaré en 2011 que Grenoble « méritait » deux clubs de foot et de rugby en élite et donc deux grands stades ! Depuis, nous avons découvert qu'il envisageait bien de financer par dizaines de millions l'agrandissement du stade Lesdiguières. Le FCG qui est remonté en top14 a effectivement besoin de capacités d'accueil. Mais pourquoi ne pas envisager qu'il devienne résident du stade des Alpes en utilisant le Palais des Sports comme structure de réception complémentaire pour les après matchs ? Le Maire ne veut même pas étudier cette solution. Il est persuadé que le GF38 peut remonter en Ligue 1 et doit donc conserver le stade des Alpes. Pourtant, les spécialistes de l'économie du

sport sont catégoriques : cette remontée en élite qui coûterait encore d'autres dizaines de millions est une illusion. Les entreprises locales misent depuis longtemps sur le rugby et même la réglementation européenne a changé : un généreux mécène comme l'a été Index n'est plus possible aujourd'hui. En attendant le stade des Alpes reste vide sans aucune perspective et la Ville subventionne tellement le GF38 que celui-ci a été condamné pour excès de masse salariale pour un club amateur par les autorités du foot français...

Nous préférons 20 000 pratiquants à 2 grands clubs

Nous tenons fermement ces positions pour réfléchir avec le rugby grenoblois à des alternatives sportives intéressantes et plus sobres pour les finances de la ville ! La Ville n'a pas à s'occuper de sport-spectacle professionnel. Il relève de la responsabilité des investisseurs privés. Dans cette optique, nous ferons étudier vraiment sérieusement

la possibilité que le FCG devienne résident du stade des Alpes.

Par contre, la compétence de la mairie est de faciliter/développer la pratique sportive par le plus grand nombre, en le rendant accessible à tous les grenoblois. Ainsi, beaucoup d'équipements de quartiers attendent des réhabilitations ou des moyens nouveaux. Il en est ainsi des stades de Bachelard, du manque de gymnase dans le centre ville ou pour un tout nouveau lycée, celui des Eaux Claires. Le plan de rénovation des piscines est complètement en panne : la piscine Chorier Berriat est fermée depuis 7 ans ! Ce travail d'entretien fera l'objet d'un vrai plan pluriannuel, avec les moyens affectés.

Par ailleurs Grenoble, ville de montagne, doit encore renforcer l'accès à la montagne à tous les scolaires et pas seulement l'hiver. L'intéressante démarche « jeunes en montagne » bénéficiera d'un soutien accru, pour pouvoir se développer en relation avec le milieu scolaire.

Déplacements : la majorité sur une voie sans issue

Les premières années du mandat ont été marquées par le soutien de la majorité municipale au projet de Rode Nord avec son tunnel sous la Bastille. Ce projet est emblématique de l'attitude du Maire : un discours très ambitieux en matière de développement durable et une pratique complètement à l'inverse.

Notre groupe s'est engagé auprès du collectif pour des alternatives à la Rode Nord. Rapidement, ce projet est apparu comme totalement absurde, autant sur le plan des déplacements avec une aggravation attendue des bouchons, que financier (il n'était pas finançable). Malgré les évidences, la majorité l'a soutenu jusqu'au bout. Il a fallu le travail des opposants et une commission d'enquête indépendante pour stopper le projet...

Dans la même logique de pratique inverse au discours, on trouve le soutien de la majorité à l'élargissement de l'A480 le long du Drac. Pas une semaine sans que le Maire ne parle de la « ville post-carbone »... et pourtant, il soutient le projet d'une véritable autoroute urbaine qui augmentera le trafic et la pollution, notamment sur les quartiers Eaux Claires et Mistral...

Depuis 2008, notre groupe rappelle régulièrement que Grenoble est l'une des

villes les plus polluées de France. Pour faire face à cette situation il faudrait une véritable volonté politique pour, par exemple, insister auprès du préfet pour déclencher des mesures de circulation alternée les jours de très forte pollution. Au lieu de cela, on interdit l'activité physique des enfants quand l'air est vraiment dégradé...

En matière de déplacements, on ne pourra pas atteindre les objectifs en faisant plaisir à tout le monde

Dans le domaine des « mobilités actives » (vélo et marche à pied) la ville a bien géré la réglementation sur les contre-sens cyclables. Nous pensons par contre qu'il était possible d'être beaucoup plus ambitieux pour le développement du vélo.

La ville est aujourd'hui en panne sur le développement des zones 30 permettant une meilleure sécurité. Plusieurs secteurs comme Championnet ou la place de l'Etoile ne sont pas traités faute de volonté politique. L'aménagement urbain dans le cadre de « cœur de ville, cœur d'agglomération » se fait attendre. Les travaux sur les rues Lafayette et République sont « en cours » depuis des années, avec une image de chantier permanent dégradant la qualité de vie et l'attractivité du centre ville.

Les transports en commun relèvent du SMTC, c'est-à-dire de la Métro et du Conseil Général. La Ville a soutenu le développement du réseau et la création de la ligne E. Mais cette ligne a pris du retard en raison du soutien en parallèle de la Ville au projet de rocade Nord qui devait croiser les rails de la ligne E au bout de l'esplanade... Encore une fois la preuve que « faire de la politique, c'est faire des choix ». En soutenant des politiques contradictoires, la majorité municipale a finalement laissé passer plusieurs occasions d'avancer rapidement dans la bonne direction.



Une ville ne se fait pas en 6 ans... Elle se construit avec les habitants.

Le début du mandat a été dominé par la grandiloquence de la majorité municipale. Toujours plus grand, plus haut, plus cher... L'opération GIANT, vendue à la ville par le CEA, de création d'un grand pôle de technologie, s'habille d'un projet urbain qui essaie de couvrir pudiquement l'arrivée de la rocade nord sur le polygone avec le « projet Vasconi ». Le projet Presqu'île est repris par un autre architecte parisien de renommée internationale, à qui le maire confie le projet Esplanade, sans aucun débat public préalable. Le mot d'ordre, c'est construire toujours plus. Et pendant ce temps là, la ville est livrée aux promoteurs...

Pourtant la crise immobilière devrait faire réfléchir les élus. Elle s'aggrave dangereusement. Il est temps d'en mesurer les conséquences. Depuis quelques années, des spécialistes de ces questions font observer que plus on construit dans les centres des agglomérations, plus les prix des logements grimpent. Le coût d'une habitation à l'achat ou en location est un paramètre essentiel

pour guider les choix des ménages pour se loger. Il n'est donc pas étonnant que de nombreux habitants, quittent Grenoble pour le périurbain, une des seules solutions pour eux d'accéder à un logement à leur convenance, avec toutes les conséquences désastreuses sur les déplacements notamment.

Une réflexion d'ensemble sur l'état actuel de la ville et les conséquences de constructions massives pour l'avenir serait nécessaire

Construire une ville nécessite du temps, et ne peut se faire que dans le cadre d'un débat démocratique, qui peut paraître long, mais est la solution la plus adaptée pour que chaque habitant se sente respecté. Il devient alors porteur du projet, en faisant valoir son point de vue. La ville n'appartient pas aux élu-es. Les citoyens ne remettent pas les clefs à chaque élection, ils revendiquent une concertation constante, surtout lorsqu'il s'agit de projets qui changeront durablement la ville et leur vie.

Le logement est un droit ! Il ne peut pas rester un produit de la spéculation. C'est possible à trois conditions : que la ville prenne un certain contrôle des sols, que des opérateurs publics construisent des logements de qualité à des prix contenus (2200 €/m2 maximum) et que l'on cesse de faire payer les aménagements publics par le logement. Une autre réflexion urgente d'amélioration des logements existants doit être conduite.

Au-delà du logement, il est indispensable de penser à tout ce qui fait une ville : comment lui ajouter davantage de vert, de fleurs, mais aussi de l'activité pour l'emploi, des commerces, des services, des déplacements. C'est tout cela, un beau projet de ville.

Dans quelle ville voulons-nous vivre ? La politique actuelle de l'urbanisme ne répond pas à ces principes démocratiques, écologiques et solidaires. Le temps n'est il pas venu d'inventer une autre histoire de Grenoble ? Nous continuerons d'y prendre toute notre part, en 2014 et après.

A Grenoble, les grands groupes ont des facilités de crédits.

Une ville n'a aucune obligation d'agir sur son territoire d'un point de vue économique. Ses compétences obligatoires (écoles, logement et urbanisme, culture, sports et loisirs, personnes âgées et santé) devraient donc être les priorités. Mais une majorité dynamique et inventive peut essayer de peser aussi sur l'activité de sa ville.

Les élus socialistes de Grenoble ont eu une attention privilégiée pour des domaines d'investissements. Sans toujours d'efficacité

réelle, et surtout au détriment d'une partie de la population. Leur méthode est-elle la bonne ? Aider directement des entreprises par des subventions, et donc utiliser l'impôt payé par tous pour le réinjecter dans le privé ?

Les sommes distribuées à Grenoble pour les nouvelles technologies sont considérables. Or, il n'existe pas d'autre ville dans la région Rhône-Alpes qui soutient ainsi sans compter ses laboratoires et start-up. Nous intervenons très souvent en conseil municipal pour interroger le zèle de la ville dans ces attributions en milliers d'euros, qui viennent s'ajouter à d'autres aides de la Métro, du Département et de la Région pour un même projet. L'argent de la ville vient donc comme un petit luxe supplémentaire souvent sans réel besoin de l'entreprise. Et cet argent manque alors pour d'autres budgets liés aux politiques obligatoires de la commune.

Ce fléchage continu sur des métiers ou types de projets a pour risque de couper la ville en deux. Des quartiers liés à ces technologies nouvelles sont systématiquement valorisés, provoquant ainsi une forme d'injustice. D'ailleurs, les élus expliquent que les arrivées importantes d'ingénieurs ont un effet bénéfique car ils entraînent ensuite

des emplois de services. Certains habitants sont donc considérés comme ayant pour vocation d'être les employés de maisons des ingénieurs... Et il paraît normal que l'argent public contribue à cela.

Une vision aussi réductrice du dynamisme économique est conservatrice

Une majorité écologiste et de gauche veut d'abord donner à tous les mêmes capacités à vivre bien dans son quartier. Ces actions là sont connues : favoriser l'existence de commerce et de marché partout, créer des conditions de vie agréables dans tous les secteurs de la ville ce qui attirera des entreprises, faciliter les transports en commun, aménager les espaces pour que la modernité et le confort ne soient pas réservés qu'aux résidents des zones de travail high-tech, investir dans l'entretien du patrimoine...

La ville peut garder son identité forte de lieu d'innovation et de recherche scientifique. Mais elle doit mieux répartir ses aides économiques et s'adresser à toutes les catégories d'habitants pour un aménagement équitable et un développement équilibré des quartiers.



L'accès à l'énergie est un service public, devant être géré comme tel

La crise énergétique qui arrive sera bien plus grave que la crise financière et s'imposera à nous... Dès lors il nous appartient d'avoir une responsabilité collective dans ce domaine.

Actuellement, Grenoble dispose de deux Société d'Economie Mixte (SEM) en charge de l'énergie :

- Gaz Electricité de Grenoble (GEG), SEM qui a succédé à la régie municipale de Gaz et d'Electricité de Grenoble créée au lendemain de la seconde guerre mondiale
- La Compagnie de Chauffage Intercommunale de l'Agglomération Grenobloise (CCIAG), SEM qui a succédé à la Société pour la Distribution de la Chaleur dans la ville de Grenoble créée en 1960

Ces délégations de service public (DSP) sont en partie privatisées car cette majorité socialiste a un dogme qui consiste à penser que confier ces DSP au privé coûte moins cher qu'à la collectivité... Cette privatisation rampante au profit de grands groupes (GDF Suez détient 42,5% de GEG, DALKIA détient 42% de la CCIAG) se fait au détriment des PME locales en terme de sous-traitance ; de plus il faut rémunérer les actionnaires.

A ces conséquences néfastes pour notre

ville, il faut ajouter le contrôle de la Ville, actionnaire majoritaire, beaucoup trop faible sur ces SEM ; et le coût des services rendus qui supporte d'autres charges ou dégage des marges trop importantes pour des services dits publics.

Ainsi, le Conseil d'Etat a déclaré illégal en juillet 2009 l'intégration du coût de l'éclairage public dans la facture des usagers de GEG... En janvier de cette année, ce sont les marges excessives issues des tarifs pratiqués par la Compagnie de chauffage qui ont été

La majorité choisit de priver les électeurs d'un débat sur le mode de gestion de l'énergie

sanctionnées par le Tribunal Administratif. Ce dernier a annulé les tarifs votés en 2008.

Malgré cela, ce Conseil Municipal pratique la fuite en avant : il décide par exemple de mettre fin à la DSP de GEG dès 2012 (alors qu'elle devait se terminer en 2016) pour reconduire le contrat pour 30 ans, soit jusqu'en 2042. Cela un an avant l'élection municipale : un véritable scandale pour lequel l'ensemble de notre groupe Ecologie et Solidarité a déposé un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble. Nous ne manquerons pas de vous rendre compte de ce dossier.

La même décision se prépare pour la CCIAG, qui, au prétexte d'investissements programmés sur la Presqu'île pourrait voir prolonger sa DSP jusqu'en 2035.

Inutile d'ajouter que ces deux SEM sont concurrentes l'une de l'autre...

Cette situation de non-contrôle par la Ville ne peut plus perdurer. Il est important que la Ville se réinvestisse dans ses satellites avec par exemple la mise en place à la tête de la CCIAG d'un Directeur nommé par la Ville et non pas par l'actionnaire privé DALKIA.

La concurrence entre les deux SEM, n'a pas lieu d'être. Il faut donc réfléchir à les faire travailler ensemble en synergie au sein d'une SPL (Société Publique locale) en vue d'une meilleure efficacité au service des usagers. En effet, devant la crise énergétique évoquée plus haut, il devient urgent de revenir à une gestion publique du secteur de l'énergie.

Laisser cet outil entre les mains d'actionnaires privés, c'est comme d'habitude ne jamais remettre en question les dividendes versés aux actionnaires ou la rémunération de certains cadres mais pointer du doigt le coût du statut des salariés comme cela est fait actuellement par la Cour des Comptes.



Groupe Écologie & Solidarité

Hôtel de Ville - 11 Bd Jean Pain - BP 1066 - 38 021 Grenoble Cedex 1

Tel : 04 76 76 38 75 - Fax : 04 76 76 34 05

contact@grenoble-ecologie-solidarite.fr

www.grenoble-ecologie-solidarite.fr

